

Cette interdiction ne s'applique pas aux organismes de placement dont la politique d'investissement, conformément à leurs statuts ou à leurs règlements de gestion, a pour objet de suivre la composition d'un indice d'actions ou d'obligations déterminé.

L'interdiction de financement ne s'applique pas non plus aux projets bien déterminés d'une entreprise figurant dans cette liste, pour autant que le financement ne vise aucune des activités mentionnées dans cet article. L'entreprise est tenue de confirmer ceci dans une déclaration écrite. »

Art. 3. Le paragraphe 6 de l'article 67 de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles est abrogé.

Art. 4. Le quatrième tiret de l'article 3, § 2, 1, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, modifié par la loi du 12 janvier 2004, est complété par la disposition suivante : « en ce qui compris les mines anti-personnel et/ou les sous-munitions ».

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Session 2006-2007 :

Sénat :

Documents. — 3-1968 - N° 1 : Proposition de loi de M. Mahoux. — N° 2 en 3 : Amendements. — N° 4 : Rapport. — N° 5 : Texte adopté par la commission. — N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants.

Annales. — 23 décembre 2006.

Chambre des représentants :

Documents. — 51 2833 - 001 : Projet transmis par le Sénat. — 002 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Compte rendu intégral. — 1 mars 2007.

Dit verbod is niet van toepassing op beleggings instellingen waarvan het beleggingsbeleid, overeenkomstig hun statuten of beheersreglement, tot doel heeft de samenstelling te volgen van een welbepaalde aandelen- of obligatie-index.

Het financieringsverbod geldt evenmin voor welomschreven projecten van een op de lijst voorkomende onderneming, voorzover de financiering geen van de activiteiten beoogt als vermeld in dit artikel. De onderneming dient dit in een schriftelijke verklaring te bevestigen. »

Art. 3. Paragraaf 6 van artikel 67 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles wordt opgeheven.

Art. 4. Het vierde streepje van artikel 3, § 2, 1, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, gewijzigd bij de wet van 12 januari 2004, wordt aangevuld als volgt : « met inbegrip van antipersoonsmijnen en/of submunitie ».

Art. 5. Deze wet treedt in werking op de dag waarop hij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Zitting 2006-2007 :

Senaat :

Documenten. — 3-1968 - Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Mahoux. — Nrs. 2 en 3 : Amendementen. — Nr. 4 : Verslag. — Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie. — Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen. — 23 december 2006.

Kamer van Volksvertegenwoordigers :

Stukken. — 51 2833 - 001 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — 002 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekraftiging voorgelegd.

Integraal verslag. — 1 maart 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 1662

[2007/200950]

2 MARS 2007. — Loi portant assentiment à l'accord de coopération du 1^{er} juin 2006 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 1662

[2007/200950]

2 MAART 2007. — Wet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 1 juni 2006 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Il est porté assentiment à l'accord de coopération du 1^{er} juin 2006 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 2007.

Par le Roi :

Le Ministre de l' Emploi,

P. VANVELTHOVEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Documents du Sénat*. — 3-1820 - 2005/2006 : N° 1 : Projet de loi. — N° 2 : Rapport.

Annales. — 7 décembre 2006.

Documents de la Chambre des représentants. — 51-2798 - 2006/2007 : 001 : Projet transmis par le Sénat (sans rapport). — 002 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Voir aussi :

Compte rendu intégral. — 15 février 2007.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses

Vu la Directive 2003/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2003 modifiant la directive 96/82/CE du Conseil concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

Vu l'avis n° 2005/37 du 27 octobre 2005 du « Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen » et du « Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen »;

Vu l'avis n° 1.539 du 21 décembre 2005 du Conseil National du travail;

Considérant que selon l'article 2 de la directive 2003/105/CE susmentionnée, les états membres mettent en vigueur les dispositions législatives et administratives nécessaires pour s'y conformer avant le 1^{er} juillet 2005;

L'Etat fédéral, représenté par le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Economie, le Ministre de l'Environnement et le Ministre du Travail;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre wallon du Logement, des Transports et du Développement territorial et en la personne du Ministre wallon de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale en la personne de son Ministre-Président, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement, en la personne du Ministre chargé de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau et en la personne du Secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme,

Convenons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 4 de l'Accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le texte français du 3^e, les mots « pour l'application de cet accord, à un établissement existant » sont remplacés par les mots « pour l'application de cet accord, à un nouvel établissement »;

b) dans le 12^e, les mots « du rapport de sécurité » sont remplacés par les mots « du rapport de sécurité et de la notification ».

Art. 2. A l'article 5 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le § 2, 4^o, les mots « Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail » sont remplacés par les mots « Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale » et les mots « Ministère fédéral des Affaires Economiques » par les mots « Service Public Fédéral Economie, PME, Classes Moyennes et Energie »;

b) dans le § 2, 5^o, les mots « protection civile » sont remplacés par les mots « sécurité civile » et les mots « Ministère fédéral de l'Intérieur » par les mots « Service Public Fédéral Intérieur »;

c) dans le § 3, 4^o les mots « Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail » sont remplacés par les mots « Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale » et les mots « Ministère fédéral des Affaires Economiques » par les mots « Service Public Fédéral Economie, PME, Classes Moyennes et Energie ».

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 1 juni 2006 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 maart 2007.

Van Koningswege :

De Minister van Werk,

P. VANVELTHOVEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Stukken van de Senaat*. — 3-1820 - 2005/2006 : Nr. 1 : Wetsontwerp. — Nr. 2 : Verslag.

Handelingen. — 7 december 2006.

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — 51-2798 - 2006/2007 : 001 : Ontwerp overgezonden door de Senaat (zonder verslag). — 002 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Zie ook :

Integraal verslag. — 15 februari 2007.

Art. 3. A l'article 6 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) le 5^o est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o l'exploitation (prospection, extraction et traitement) des matières minérales dans les mines, les carrières ou au moyen de forages, à l'exception des opérations de traitement chimique et thermique et du stockage lié à ces opérations qui entraînent une présence de substances dangereuses telles que définies à l'annexe I^{re}; »;

b) le 6^o est remplacé par la disposition suivante :

« 6^o les activités de prospection et d'exploitation offshore de matières minérales, y compris d'hydrocarbures; »;

c) l'article est complété comme suit :

« 7^o les décharges de déchets, à l'exception des installations en activité d'élimination des stériles, y compris les bassins de décantation des stériles, qui contiennent des substances dangereuses telles que définies à l'annexe I^{re}, en particulier lorsqu'elles sont utilisées en relation avec le traitement chimique et thermique des minéraux. ».

Art. 4. A l'article 8 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er}, 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o dans le cas de nouveaux établissements : au plus tard au moment de l'introduction de la demande d'un permis comportant l'autorisation d'exploitation de l'établissement ou de la modification ou de l'extension d'un établissement visé à l'article 4, 3^o; »

b) le § 1^{er}, 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o dans le cas des établissements qui doivent introduire une notification suite à une modification du champ d'application de l'accord de coopération, notamment suite à une modification de la classification des substances dangereuses : au plus tard trois mois à compter de la date à laquelle le présent accord de coopération s'applique à l'établissement concerné, comme prévu à l'article 3, § 1^{er}. »;

c) le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La notification prévue au § 1^{er} contient les renseignements suivants :

1^o le nom ou la raison sociale de l'exploitant, ainsi que l'adresse complète de l'établissement concerné;

2^o le siège de l'exploitant avec l'adresse complète;

3^o le nom ou la fonction du responsable de l'établissement, s'il s'agit d'une personne autre que celle visée au point 1^o;

4^o les informations permettant d'identifier les substances dangereuses ou la catégorie de substances dangereuses en cause;

5^o la quantité et la forme physique de la ou des substances dangereuses en cause;

6^o l'activité exercée ou prévue dans l'installation ou sur l'aire de stockage;

7^o l'environnement immédiat de l'établissement, étant les éléments susceptibles de causer un accident majeur ou d'aggraver ses conséquences. »;

d) le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. La notification est transmise par l'exploitant au service de coordination en huit exemplaires. Si nécessaire, ce nombre est augmenté à la demande du service de coordination. Avec l'accord du service de coordination, la notification peut se faire sous forme digitale suivant les formalités déterminées par lui. »;

e) le § 5, 2^o est remplacé par la disposition suivante :

2^o en cas de modification d'un établissement ou d'une installation qui pourrait avoir des répercussions considérables sur des risques d'accident majeur; »;

f) le § 5 est complété comme suit :

« 3^o en cas de fermeture définitive de l'établissement. ».

g) le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Le service de coordination transmet les notifications visées au § 1^{er} aux services d'évaluation, aux services d'inspection compétent, au gouverneur de province compétent et au bourgmestre compétent. »

Art. 5. L'article 9 du même accord de coopération est complété par le paragraphe suivant :

« § 4. Dans le cas des établissements qui doivent rédiger le document visé au § 1^{er} suite à une modification du champ d'application de l'accord de coopération, notamment suite à une modification de la classification des substances dangereuses, ce document est rédigé dans les trois mois suivant la date à laquelle le présent accord de coopération s'applique à l'établissement concerné, comme prévu à l'article 3, § 1^{er}. »

Art. 6. A l'article 10, § 2 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) Le 1^o est complété comme suit :

« e) l'implication du personnel sous-traitant travaillant dans l'établissement; »;

b) Le 5^o est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o la planification des situations d'urgence : la gestion des procédures visant à identifier à l'aide d'une analyse systématique les situations d'urgence prévisibles, à élaborer, à mettre à l'essai et à revoir les plans d'urgence, et à fournir au personnel, y compris le personnel sous-traitant concerné, la formation nécessaire, afin de pouvoir faire face à de telles situations d'urgence. ».

Art. 7. A l'article 12 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le rapport de sécurité contient au moins les données et informations énumérées à l'annexe II. Il indique le nom des organismes pertinents ayant participé à l'établissement du rapport. Il contient, par ailleurs, l'inventaire à jour des substances dangereuses présentes dans l'établissement. »;

b) Dans le § 3, premier alinéa le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o pour les établissements nouveaux : au plus tard trois mois avant le début de l'exploitation de l'établissement ou de la modification ou de l'extension d'un établissement visé à l'article 4, 3^o; »;

c) Dans le § 3, premier alinéa le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o sans délai après les révisions périodiques prévues au § 4; »;

d) Dans le § 3, premier alinéa le 5^o est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o pour des établissements qui doivent rédiger un rapport de sécurité suite à une modification du champ d'application de l'accord de coopération, notamment suite à une modification de la classification des substances dangereuses : dans l'année suivant la date à laquelle le présent accord de coopération s'applique à l'établissement concerné, comme prévu à l'article 3, § 1^{er}; »;

e) Le § 3, premier alinéa est complété par :

6^o pour des établissements visés à l'article 3, § 1^{er}, troisième alinéa, qui doivent pour la première fois rédiger un rapport de sécurité suite à une modification ou une extension : avant le début de l'exploitation de la modification ou de l'extension. »;

f) Le § 3, deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Le rapport de sécurité sera soumis en 8 exemplaires. Si nécessaire, ce nombre est augmenté à la demande du service de coordination. Avec l'accord du service de coordination, il peut être remis sous forme digitale selon les modalités à déterminer par lui. ».

Art. 8. L'article 14, alinéa 1^{er} du même accord de coopération est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le rapport de sécurité, y compris la liste visée à l'article 12 § 2, peut être consulté par le public auprès du service de coordination. L'exploitant peut demander au service de coordination de ne pas rendre publiques certaines parties du rapport et de la liste en vertu du caractère confidentiel de certaines données industrielles, commerciales ou personnelles. Le service de coordination peut décider que certaines parties du rapport et de la liste ne peuvent être rendues publiques pour les raisons énumérées ci-dessus ou pour des raisons de sûreté de l'Etat, de prévention de sabotage ou de défense nationale. »

Art. 9. À l'article 15 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 2, 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o pour les nouveaux établissements : avant le début de l'exploitation de l'établissement ou de la modification ou de l'extension d'un établissement visé à l'article 4, 3^o; »;

b) Le § 2, 4^o est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o pour les établissements qui doivent élaborer un plan d'urgence interne suite à une modification du champ d'application de l'accord de coopération, notamment suite à une modification de la classification des substances dangereuses : dans l'année suivant la date à laquelle le présent accord de coopération s'applique à l'établissement concerné, comme prévu à l'article 3, § 1^{er}. »;

c) Le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« L'exploitant consulte également le personnel sous-traitant concerné travaillant sur le site à long terme lors de l'élaboration du plan d'urgence interne. ».

Art. 10. A l'article 17 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans le § 1^{er}, premier alinéa, les mots « protection civile » sont remplacés par les mots « sécurité civile »;

b) Dans le § 2, deuxième alinéa, les mots « protection civile » sont remplacés par les mots « sécurité civile »;

c) Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Ministre compétent pour la sécurité civile veille à ce que le public soit consulté lors de la définition ou de l'actualisation des plans d'urgence externes, conformément à ses instructions. Cette consultation implique que le public puisse émettre ses observations dans un délai raisonnable et que ces observations soient examinées. »;

d) Dans le § 4, premier et deuxième alinéa, les mots « protection civile » sont remplacés par les mots « sécurité civile »;

e) L'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 5. Le Ministre compétent pour la sécurité civile veille à ce que pour ce qui est des plans d'urgence externes, il soit tenu compte de la nécessité de faciliter une coopération accrue entre les États-membres européens en matière de secours relevant de la protection civile en cas de catastrophe majeure. ».

Art. 11. Dans l'article 19 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er}, premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. Le ministre, compétent pour la sécurité civile, ou son délégué, veille à ce que les informations concernant les mesures de sécurité à prendre et la conduite à tenir en cas d'accident majeur soient fournies d'office régulièrement selon la forme la mieux appropriée, à toutes les personnes et à tous les établissements accueillant du public susceptibles d'être affectés par un accident majeur se produisant dans un établissement visé à l'article 12. »;

b) Dans le § 3 les mots « protection civile » sont remplacés par les mots « sécurité civile ».

Art. 12. Dans l'article 20 du même accord de coopération, le § 2 est remplacé par :

« § 2. Si l'accident majeur ou l'événement non maîtrisé exige une action coordonnée des services de secours et d'intervention, le plan d'urgence externe est déclenché et exécuté conformément à la législation sur la protection civile et les instructions en la matière du ministre compétent en matière de sécurité civile. ».

Art. 13. Dans l'article 11, § 2, 2^o, l'article 16, l'article 18, alinéa 1^{er}, l'article 21, troisième alinéa et l'article 22, § 2, du même accord de coopération, les mots « protection civile » sont à chaque fois remplacés par les mots « sécurité civile ».

Art. 14. Dans l'article 23 du même accord de coopération, le § 2, alinéa 1^{er} est remplacé par :

« § 2. Dès que les informations prévues à l'article 22 ont été rassemblées, l'équipe d'inspection compétente informe la Commission de la Communauté européenne du résultat de son analyse et lui fait part de ses recommandations au moyen du formulaire prévu en la matière. ».

Art. 15. L'article 24, § 1^{er}, alinéa 2 du même accord de coopération est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les Régions veillent à ce que leur politique en matière d'affectation ou d'utilisation du sol ou d'autres politiques pertinentes ainsi que les procédures de mise en œuvre de ces politiques tiennent compte de la nécessité, à long terme, de maintenir des distances appropriées entre, d'une part, les établissements couverts par le présent accord et, d'autre part, les zones d'habitation, les immeubles et zones fréquentés par le public, les voies de transport importantes dans la mesure où c'est possible, les zones de loisirs et les zones présentant un intérêt naturel particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, et, pour les établissements existants, de la nécessité de mesures techniques complémentaires conformément à l'article 7, afin de ne pas accroître les risques pour les personnes. ».

Art. 16. A l'article 25 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 1, premier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 1. Le service de coordination transmet, immédiatement après réception des rapports de sécurité, un exemplaire de chaque rapport de sécurité :

1^o aux services d'évaluation;

2^o aux services d'inspection compétents;

3^o au gouverneur de province compétent;

4^o au bourgmestre compétent.;

b) Dans le § 4, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour les rapports de sécurité introduits en application de l'article 12, § 3, 4^o, 5^o et 6^o, le service de coordination fait connaître les conclusions à l'exploitant dans un délai de neuf mois. »;

c) Le § 4 est complété avec l'alinéa suivant :

« Le service de coordination transmet pour information les conclusions et les modifications et compléments demandés aux services d'inspection compétents. »;

d) Le § 6, deuxième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'un nouvel établissement, un nouveau délai de 60 jours ouvrables prend cours dès que l'exploitant a introduit le rapport de sécurité modifié ou complété auprès du service de coordination. »;

e) Le § 6 est complété avec l'alinéa suivant :

« Dans les autres cas, le rapport de sécurité adapté est examiné dans un délai déterminé par le service de coordination d'au moins 60 jours ouvrables. »;

f) dans le § 7 les mots « dezelfde termijn » dans le texte néerlandais sont remplacés par les mots « dezelfde termijnen ».

Art. 17. Dans l'article 26bis du même accord de coopération, les mots « Direction générale de la Protection Civile du Ministère fédéral de l'Intérieur » sont remplacés par les mots « Direction générale de la Sécurité Civile du Service Public Fédéral Intérieur ».

Art. 18. Dans l'article 27, § 2 du même accord de coopération, les mots « Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail » sont remplacés par les mots « Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale ».

Art. 19. A l'article 28 du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) Le texte français du § 2, 2^o, premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o après chaque inspection, un rapport d'inspection est établi par le service d'inspection concerné; une copie de ce rapport est transmise aux autres services d'inspection faisant partie de l'équipe d'inspection. »;

b) Dans le dernier paragraphe, les mots « § 2 » sont remplacés par les mots « § 3 ».

Art. 20. A l'article 31 du même accord de coopération, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le premier alinéa, les mots « amende de 1.000 francs à 1.000.000 francs » sont remplacés par les mots « amende de 1.000 euros à 1.000.000 euros »;

b) le deuxième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« La loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales est applicable aux infractions citées. Une amende administrative de 50 euros à 1.250 euros peut être infligée par le fonctionnaire compétent du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale, désigné en exécution de cette loi et conformément la procédure visée dans cette loi. ».

Art. 21. Dans l'article 31, alinéa 1^{er}, 5^o du même accord de coopération, les mots « 19, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « 20, § 1^{er} ».

Art. 22. A l'article 35 du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 1^{er}, le tiret suivant est ajouté avant le premier tiret :

« - veiller à une application uniforme sur tout le territoire de la Belgique du présent accord de coopération; »;

b) le § 1^{er} est complété par :

« - la coordination de la communication à la Commission de la Communauté européenne, du nom, de l'adresse et de l'activité des établissements visés à l'article 3, § 1^{er}, deuxième et troisième alinéa. »;

c) dans le § 5, les mots « le Ministère de l'Emploi et du Travail » sont remplacés par « le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ».

Art. 23. L'annexe I^{re} du même accord de coopération est remplacé par l'annexe du présent accord de coopération.

Art. 24. A l'annexe II du même accord de coopération sont apportées les modifications suivantes :

a) Le IV, B est remplacé par la disposition suivante :

« B. Evaluation de l'étendue et de la gravité des conséquences des accidents majeurs identifiés, y compris cartes, images ou, le cas échéant, descriptions équivalentes faisant apparaître les zones susceptibles d'être affectées par des tels accidents impliquant l'établissement, sous réserve des dispositions de l'article 14; »;

b) Le IV, C, est remplacé, dans le texte néerlandais, par la disposition suivante :

« C. Beschrijving van de technische parameters en van de uitrusting die van belang zijn voor de veiligheid van de installaties. »;

c) Le V, A est remplacé, dans le texte français par la disposition suivante :

« A. Description des équipements installés pour limiter les conséquences des accidents majeurs; ».

Art. 25. Dans l'annexe VI du même accord de coopération, dans le texte français, les mots « aux dispositions de l'article 12, § 6, » sont remplacés par les mots « aux dispositions de l'article 12, § 5. ».

Art. 26. L'intitulé de l'annexe VII du même accord de coopération, est remplacé, dans le texte néerlandais, par l'intitulé suivant :

« NADERE OMSCHRIJVING VAN DE COORDINATIEBEVOEGDHEID VERVAT IN ARTIKEL 27, § 2 ».

Art. 27. Dans l'annexe VII, d) du même accord de coopération, le mot « évolution » est remplacé, dans le texte français, par le mot « évaluation ».

Fait à Bruxelles, le 1^{er} juin 2006 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

Les Ministres de l'Intérieur,
de l'Economie, de l'Environnement et du Travail,
P. DEWAEL; M. VERWILGHEN; B. TOBACK; P. VANVELTHOVEN

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Les Ministres flamands des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire et des Travaux publics,
de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,

D. VAN MECHELEN; K. PEETERS

Pour la Région Wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
E. DI RUPO

Les Ministres wallons du Logement, des Transports
et du Développement territorial et de l'Agriculture, de la Ruralité,
de l'Environnement et du Tourisme

A. ANTOINE B. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de
l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propriété
publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie
et de la Politique de l'Eau et la Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement
et de l'Urbanisme,

E. HUYTEBROECK, F. DUPUIS

ANNEXE

SUBSTANCES DANGEREUSES INTRODUCTION

1. La présente annexe concerne la présence de substances dangereuses dans un établissement au sens de l'article 3 du présent accord de coopération et détermine l'application de ses articles.

2. Les mélanges et préparations sont assimilés à des substances pures pour autant qu'ils soient conformes aux limites de concentration fixées en fonction de leurs propriétés dans la directive européenne en la matière indiquées dans la partie 2 note 1 ou leurs dernières adaptations au progrès technique, à moins qu'une composition en pourcentages ou une autre description ne soit spécifiquement donnée.

3. Les quantités seuils indiquées ci-dessous s'entendent par établissement.

4. Les quantités qui doivent être prises en considération pour l'application des articles sont les quantités maximales qui sont présentes ou sont susceptibles d'être présentes à n'importe quel moment. Les substances dangereuses qui ne se trouvent dans un établissement qu'en quantités égales ou inférieures à 2 % de la quantité seuil indiquée ne sont pas prises en compte dans le calcul de la quantité totale présente si leur emplacement à l'intérieur de l'établissement est tel qu'il ne peut déclencher un accident majeur ailleurs sur le site ou qu'il ne peut augmenter les conséquences d'un accident.

5. Les règles données dans la partie 2 note 4 qui régissent l'addition de substances dangereuses ou de catégories de substances dangereuses sont, le cas échéant, applicables.

6. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par gaz, toute substance dont la pression de vapeur absolue est égale ou supérieure à 101,3 kPa à une température de 20 °C.

7. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par liquide, toute substance qui n'est pas définie comme étant un gaz et qui ne se trouve pas à l'état solide à une température de 20 °C et à une pression normale de 101,3 kPa.

PARTIE 1

Substances désignées

Lorsqu'une substance ou un groupe de substances figurant dans la partie 1 relève(nt) également d'une catégorie de la partie 2, les quantités seuils à prendre en considération sont celles indiquées dans la partie 1.

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Substances dangereuses		Quantité seuil (en tonnes)
Nitrate d'ammonium (voir note 1)	5 000	10 000
Nitrate d'ammonium (voir note 2)	1 250	5 000
Nitrate d'ammonium (voir note 3)	350	2 500
Nitrate d'ammonium (voir note 4)	10	50
Nitrate de potassium (voir note 5)	5 000	10 000
Nitrate de potassium (voir note 6)	1 250	5 000
Pentoxyde d'arsenic, acide (V) arsénique et/ou ses sels	1	2
Trioxyde d'arsenic, acide (III) arsénieux ou ses sels		0,1
Brome	20	100
Chlore	10	25
Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel)		1
Ethylèneimine	10	20
Fluor	10	20
Formaldéhyde (concentration ≥ 90 %)	5	50
Hydrogène	5	50
Chlorure d'hydrogène (gaz liquéfié)	25	250
Plomb-alcoyles	5	50
Gaz liquéfiés extrêmement inflammables (y compris GPL) et gaz naturel	50	200
Acétylène	5	50
Oxyde d'éthylène	5	50
Oxyde de propylène	5	50
Méthanol	500	5 000
4,4-méthylène-bis (2-chloraniline) et/ou ses sels, sous forme pulvérulente		0,01
Isocyanate de méthyle		0,15
Oxygène	200	2 000
Diisocyanate de toluène	10	100
Dichlorure de carbonyle (phosgène)	0,3	0,75
Trihydrure d'arsenic (arsine)	0,2	1
Trihydrure de phosphore (phosphine)	0,2	1

Dichlorure de soufre	1	1
Trioxyde de soufre	15	75
Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines (y compris TCDD), calculées en équivalent TCDD		0,001
Les CARCINOGENES suivants à des concentrations en poids supérieures à 5 % : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, 4-nitrodiphényle et 1,3-propanesultone	0,5	2
Produits dérivés du pétrole : a) essences et naphtes b) kérosènes (carburants d'aviation compris) c) gazoles (gazole Diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris)	2 500	25 000

Notes

1. *Nitrate d'ammonium (5 000/10 000) : engrais susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue*

Cela s'applique aux engrais composés à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est

- comprise entre 15,75 % (1) et 24,5 % (2) en poids et qui soit contenant au maximum 0,4 % de matières organiques/combustibles au total soit satisfont aux conditions de l'annexe III du Règlement 2003/2003/CE,

- de 15,75 % (3) en poids ou moins et sans limitation de teneur en matières combustibles,

et qui sont susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue selon le test en auge défini dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU) (voir Recommandations des Nations unies relatives au transport des marchandises dangereuses : « Manual of Tests and Criteria », partie III, sous-section 38.2).

2. *Nitrate d'ammonium (1 250/5 000) : formule d'engrais*

Cela s'applique aux engrais simples à base de nitrate d'ammonium et aux engrais composés à base de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est

- supérieure à 24,5 % en poids, à l'exception des mélanges de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ,

- supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium,

- supérieure à 28 % (4) en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ,

et qui satisfont aux conditions de l'annexe III du Règlement 2003/2003/CE.

3. *Nitrate d'ammonium (350/2 500) : qualité technique*

Cela s'applique :

- au nitrate d'ammonium et aux préparations à base de nitrate d'ammonium dans lesquelles la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :

- comprise entre 24,5 % et 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,4 % de substances combustibles,

- supérieure à 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,2 % de substances combustibles,

- aux solutions aqueuses de nitrate d'ammonium dans lesquelles la concentration en nitrate d'ammonium est supérieure à 80 % en poids.

4. *Nitrate d'ammonium (10/50) : matières « off-specs » (hors spécifications) et engrais ne satisfaisant pas au test de détonabilité*

Cela s'applique :

- aux matières rejetées au cours du processus de fabrication, au nitrate d'ammonium et aux préparations à base de nitrate d'ammonium, aux engrais simples à base de nitrate d'ammonium et aux engrais composés à base de nitrate d'ammonium visés dans les notes 2 et 3, qui sont ou ont été renvoyés par l'utilisateur final à un fabricant, à une installation de stockage temporaire ou à une usine de retraitement pour subir un nouveau processus, un recyclage ou un traitement en vue de pouvoir être utilisés sans danger, parce qu'ils ne satisfaisaient plus aux prescriptions des notes 2 et 3,

- aux engrais visés dans la note 1, premier tiret, et la note 2, qui ne satisfont pas aux conditions de l'annexe III du Règlement 2003/2003/CE.

5. *Nitrate de potassium (5 000/10 000)*

Cela s'applique aux engrais composés à base de nitrate de potassium constitués de nitrate de potassium sous forme de granules et de microgranules, pour autant que ces engrais possèdent des propriétés dangereuses conformément aux critères de la partie 2.

6. *Nitrate de potassium (1 250/5 000) :*

Cela s'applique aux engrais composés à base de nitrate de potassium constitués de nitrate de potassium sous forme cristalline, pour autant que ces engrais possèdent des propriétés dangereuses conformément aux critères de la partie 2.

7. *Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines*

Les quantités des polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines se calculent à l'aide des facteurs de pondération suivants :

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)			
2,3,7,8-TCDD	1	2,3,7,8-TCDF	0,1
1,2,3,7,8-PeDD	0,5	2,3,4,7,8-PeCDF	0,5
		1,2,3,7,8-PeCDF	0,05
1,2,3,4,7,8-HxCDD		1,2,3,4,7,8-HxCDF	
1,2,3,6,7,8-HxCDD	0,1	1,2,3,7,8,9-HxCDF	
1,2,3,7,8,9-HxCDD		1,2,3,6,7,8-HxCDF	
		2,3,4,6,7,8-HxCDF	0,1
1,2,3,4,6,7,8-HpCDD	0,01	1,2,3,4,6,7,8-HpCDF	
		1,2,3,4,7,8,9-HpCDF	0,01
OCDD	0,001	OCDF	0,001

(T = tetra, P = penta, Hx = hexa, Hp = hepta, 0 = octa)

(1) Une teneur en azote de 15,75 % en poids due au nitrate d'ammonium correspond à 45 % de nitrate d'ammonium.

(2) Une teneur en azote de 24,5 % en poids due au nitrate d'ammonium correspond à 70 % de nitrate d'ammonium.

(3) Une teneur en azote de 15,75 % en poids due au nitrate d'ammonium correspond à 45 % de nitrate d'ammonium.

(4) Une teneur en azote de 28 % en poids due au nitrate d'ammonium correspond à 80 % de nitrate d'ammonium.

PARTIE 2

Catégories de substances et de préparations non spécifiquement désignées dans la partie 1

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Catégories de substances dangereuses		Quantité seuil (en tonnes)
1. TRES TOXIQUES	5	20
2. TOXIQUES	50	200
3. COMBURANTES	50	200
4. EXPLOSIVES (voir note 2) lorsque la substance, la préparation ou l'objet est classé dans la division 1.4. de l'accord ADR (Nations unie)	50	200
5. EXPLOSIVES (voir note 2) lorsque la substance, la préparation ou l'objet est classé dans l'une des divisions suivantes de l'accord ADR (Nations unies) : 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 ou 1.6, ou relève des phrases de risque R2 ou R3	10	50
6. INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3) a)	5 000	50 000
7a. FACILEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3) b) 1)	50	200
7b. LIQUIDES FACILEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3) b) 2)	5 000	50 000
8. EXTREMEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3) c))	10	50
9. SUBSTANCES DANGEREUSES POUR L'ENVIRONNEMENT, en combinaison avec les phrases de risque suivantes :		
i) R50 : « Très toxique pour les organismes aquatiques » (y compris R50/53)	100	200
ii) R51/53 : « Toxique pour les organismes aquatiques; peut provoquer des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique »	200	500

10. TOUTE CLASSIFICATION non couverte par celles données ci-dessus en combinaison avec les phrases de risque suivantes :		
i) R14 : « Réagit violemment au contact de l'eau » (y compris R14/15)	100	500
ii) R29 : « au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques »	50	200

Notes

1. Les substances et préparations sont classées conformément aux arrêtés transposant les directives suivantes et leur adaptation actuelle au progrès technique :

- Directive 67/548/CEE du Conseil du 27 juin 1967 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses,
- Directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 1999 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses.

Dans le cas de substances et préparations qui ne sont pas classées comme dangereuses conformément à l'une des directives susmentionnées, par exemple les déchets, mais qui, néanmoins, se trouvent ou sont susceptibles de se trouver dans un établissement et qui possèdent ou sont susceptibles de posséder, dans les conditions régnant dans l'établissement, des propriétés équivalentes en termes de potentiel d'accidents majeurs, les procédures de classement provisoire sont suivies conformément à l'article régissant la matière dans la directive valable en la matière.

Dans le cas de substances et préparations présentant des propriétés qui donnent lieu à plusieurs classifications, on applique, aux fins du présent accord de coopération, les quantités seuils les plus bas. Cependant, aux fins de l'application de la règle d'addition exposée à la note 4, la quantité seuil utilisée sera toujours celle qui correspond au classement concerné.

2. Par EXPLOSIF on entend :

- a) une substance ou une préparation qui crée un risque d'explosion par choc, friction, feu ou autres sources d'ignition (phrase de risque R2);
- b) une substance ou une préparation qui crée un grand risque d'explosion par choc, friction, feu ou autres sources d'ignition (phrase de risque R3); ou
- c) une substance, une préparation ou un objet couverts par la classe 1 de l'accord européen concernant le transport des marchandises dangereuses par route (accord ADR), conclu le 30 septembre 1957, tel que modifié et tel que transposé par la directive 94/55/CE du Conseil du 21 novembre 1994 relative au rapprochement des législations des États membres concernant le transport des marchandises dangereuses par route.

Cette définition englobe les matières pyrotechniques, qui, aux fins du présent accord de coopération, sont définies comme des substances (ou des mélanges de substances) destinées à produire un effet calorique, lumineux, sonore, gazeux ou fumigène ou une combinaison de tels effets, grâce à des réactions chimiques exothermiques auto-entretenues. Lorsqu'une substance ou une préparation fait l'objet à la fois d'une classification au titre de l'accord ADR et de l'attribution d'une phrase de risque R2 ou R3, la classification au titre de l'accord ADR prévaut sur l'attribution de la phrase de risque.

Les matières et objets de la classe 1 sont classés dans une des divisions 1.1 à 1.6 conformément au système de classification de l'accord ADR. Les divisions concernées sont les suivantes :

- Division 1.1 : « Matières et objets comportant un risque d'explosion en masse. (Une explosion en masse est une explosion qui affecte de façon pratiquement instantanée la quasi-totalité du chargement). »
- Division 1.2 : « Matières et objets comportant un risque de projection sans risque d'explosion en masse. »
- Division 1.3 : « Matières et objets comportant un risque d'incendie avec un risque léger de souffle ou de projection ou l'un et l'autre, mais sans risque d'explosion en masse :

i) dont la combustion donne lieu à un rayonnement thermique considérable, ou

ii) qui brûlent les uns après les autres avec des effets minimes de souffle ou de projection ou l'un et l'autre. »

- Division 1.4 : « Matières et objets ne présentant qu'un danger mineur en cas de mise à feu ou d'amorçage durant le transport. Les effets sont essentiellement limités au colis et ne donnent pas lieu normalement à la projection de fragments de taille notable ou à une distance notable. Un incendie extérieur ne doit pas entraîner l'explosion pratiquement instantanée de la quasi-totalité du contenu du colis. »

- Division 1.5 : « Matières très peu sensibles comportant un risque d'explosion en masse, dont la sensibilité est telle que, dans les conditions normales de transport, il n'y a qu'une très faible probabilité d'amorçage ou de passage de la combustion à la détonation. La prescription minimale est qu'elles ne doivent pas exploser lors de l'épreuve du feu extérieur. »

- Division 1.6 : « Objets extrêmement peu sensibles ne comportant pas de risque d'explosion en masse. Ces objets ne contiennent que des matières détonantes extrêmement peu sensibles et présentent une probabilité négligeable d'amorçage ou de propagation accidentels. Le risque est limité à l'explosion d'un objet unique. »

Cette définition englobe, en outre, des substances ou des préparations explosives ou pyrotechniques contenues dans des objets. Dans le cas d'objets contenant des substances ou des préparations explosives ou pyrotechniques, si la quantité de la substance ou de la préparation contenue dans cet objet est connue, celle-ci doit être prise en considération aux fins du présent accord de coopération. Si la quantité n'est pas connue, l'objet entier est considéré comme explosif aux fins du présent accord de coopération.

3. Par substances INFLAMMABLES, FACILEMENT INFLAMMABLES et EXTREMEMENT INFLAMMABLES (catégories 6,7 et 8), on entend :

a) des liquides inflammables :

des substances et des préparations dont le point d'éclair est égal ou supérieur à 21 °C et inférieur ou égal à 55 °C (phrase de risque R10) et qui entretiennent la combustion;

b) des liquides facilement inflammables :

1) - des substances et des préparations susceptibles de s'échauffer et, finalement, de s'enflammer au contact de l'air à la température ambiante sans apport d'énergie (phrase de risque R 17);

- des substances dont le point d'éclair est inférieur à 55 °C et qui restent liquides sous pression, lorsque des conditions de service particulières, par exemple une forte pression ou une température élevée, peuvent créer des risques d'accidents majeurs;

2) des substances et des préparations ayant un point d'éclair inférieur à 21 °C et qui ne sont pas extrêmement inflammables (phrase de risque R 11 deuxième tiret);

c) des gaz et liquides extrêmement inflammables:

1) des substances et des préparations liquides dont le point d'éclair est inférieur à 0 °C et dont le point d'ébullition (ou, dans le cas d'un domaine d'ébullition, le point d'ébullition initial) est, à la pression normale, inférieur ou égal à 35 °C (phrase de risque R12 premier tiret), et

2) des gaz qui sont inflammables au contact de l'air à la température et à la pression ambiantes (phrases de risque R12 deuxième tiret), qui sont à l'état gazeux ou supercritique, et

3) des substances et des préparations liquides inflammables et facilement inflammables maintenues à une température supérieure à leur point d'ébullition.

4. Dans le cas d'un établissement où il ne se trouve aucune substance ou préparation individuelle dans des quantités supérieures ou égales aux quantités seuils fixées pour ces substances ou préparations, la règle d'addition exposée ci-après est appliquée pour déterminer si l'établissement est soumis aux exigences du présent accord de coopération :

- l'établissement est visé à l'article 3, § 1^{er}, troisième paragraphe, lorsque la somme des fractions

$$q_1/Q'_1 + q_2/Q'_2 + q_3/Q'_3 + \dots \geq 1,$$

- l'établissement est visé à l'article 3, § 1^{er}, deuxième paragraphe, lorsque la somme des fractions

$$q_1/Q''_1 + q_2/Q''_2 + q_3/Q''_3 + \dots \geq 1,$$

où q_x désigne la quantité d'une substance ou d'une préparation dangereuse x relevant des parties 1^{re} ou 2 de la présente annexe, Q'_x la quantité seuil indiquée à la colonne 2 et Q''_x la quantité seuil indiquée à la colonne 3 des parties 1^{re} et 2 de cette annexe, pour la substance x concernée.

Cette règle d'addition doit être utilisée pour évaluer les dangers globaux liés à la toxicité, à l'inflammabilité et à l'écotoxicité. Elle doit donc être appliquée trois fois, à savoir :

a) pour faire la somme des substances et préparations désignées dans la partie 1 et classées comme toxiques ou très toxiques, avec des substances et préparations des catégories 1^{re} ou 2;

b) pour faire la somme des substances et préparations désignées dans la partie 1 et classées comme comburantes, explosives, inflammables, facilement inflammables ou extrêmement inflammables, avec des substances et préparations des catégories 3, 4, 5, 6, 7a, 7b ou 8;

c) pour faire la somme des substances et préparations désignées dans la partie 1^{re} et classées comme dangereuses pour l'environnement [R50 (y compris R50/53) ou R51/53], avec des substances et préparations des catégories 9, point i), ou 9, point ii).

Les dispositions pertinentes de cet accord de coopération s'appliquent lorsque la somme obtenue dans un des trois cas est supérieure ou égale à 1.

Lorsque des substances ou des préparations non désignées présentent à la fois des caractères dangereux appartenant à plusieurs catégories additionnables, le diviseur à prendre en considération est le seuil le plus petit applicable à la substance.

Lorsque des substances ou préparations présentent à la fois des caractères dangereux appartenant à plusieurs catégories non additionnables, des additions séparées seront effectuées, chacune d'entre elles correspondant à une des catégories.

Lorsqu'une substance désignée est additionnée à des substances non désignées, le diviseur relatif à la quantité de substance désignée est la quantité seuil figurant à la partie 1^{re}.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} juin 2006 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

Les Ministres de l'Intérieur,
de l'Economie, de l'Environnement et du Travail,
P. DEWAEL; M. VERWILGHEN; B. TOBACK; P. VANVELTHOVEN

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Les Ministres flamands des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire et des Travaux publics,
de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,

D. VAN MECHELEN, K. PEETERS

Pour la Région Wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
E. DI RUPO

Les Ministres wallons du Logement, des Transports et du Développement territorial et de l'Agriculture,
de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

A. ANTOINE; B. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propriété publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau et la Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement et de l'Urbanisme,

E. HUYTEBROECK; F. DUPUIS

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken

Gelet op de Richtlijn 2003/105/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2003 tot wijziging van Richtlijn 96/82/EG van de Raad betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken;

Gelet op het advies nr. 2005/37 van 27 oktober 2005 van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen en de Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen;

Gelet op het advies nr. 1.539 van 21 december 2005 van de Nationale Arbeidsraad;

Overwegende dat krachtens artikel 2 van de voormalde Richtlijn 2003/105/EG de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om er voor 1 juli 2005 aan te voldoen;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Economie, de Minister van Leefmilieu en de Minister van Werk;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering in de persoon van haar Minister-President en van de Vlaams minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening en van de Vlaams minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van haar Minister-President en van de Waalse minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling en van de Waalse minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brussels Hoofdstedelijke Regering in de persoon van haar Minister-President, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking, van de Minister belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid en van de Staatssecretaris belast met Huisvesting en Stedenbouw,

Komen overeen wat volgt :

Artikel 1. In artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de Franse tekst van 3° worden de woorden « pour l'application de cet accord, à un établissement existant » vervangen door de woorden « pour l'application de cet accord, à un nouvel établissement »;

b) in 12° worden de woorden « van het veiligheidsrapport » vervangen door de woorden « van het veiligheidsrapport en van de kennisgeving ».

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, 4° worden de woorden « het federale ministerie van Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg » en de woorden « het federale ministerie van Economische Zaken » door de woorden « de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie »;

»b) in § 2, 5° worden de woorden « civiele bescherming » vervangen door de woorden « civiele veiligheid » en de woorden « het federale ministerie van Binnenlandse Zaken » door de woorden « de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken »;

c) in § 3, 4° worden de woorden « het federaal ministerie van Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg » en de woorden « het federale ministerie van Economische Zaken » door de woorden « de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie ».

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° de exploitatie (exploratie, winning en verwerking) van mineralen in mijnen, groeven of door middel van boringen, met uitzondering van chemische en thermische verwerkingsactiviteiten en de met die activiteiten verbonden opslag waarbij gevaarlijke stoffen als gedefinieerd in bijlage I zijn betrokken; »;

b) de bepaling onder 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° de offshore-exploratie en -exploitatie van mineralen, met inbegrip van koolwaterstoffen; »;

c) een 7° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 7° stortplaatsen voor afval met uitzondering van operationele voorzieningen voor het zich ontdoen van residuen, waaronder residuivvers of -bekkens, die gevaarlijke stoffen als gedefinieerd in bijlage I bevatten, in het bijzonder wanneer zij worden gebruikt in verband met de chemische en thermische verwerking van mineralen. ».

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° voor nieuwe inrichtingen : uiterlijk op het ogenblik dat de aanvraag voor het verkrijgen van een vergunning die toelating inhoudt voor de exploitatie van de inrichting of van de wijziging of uitbreiding van een inrichting bedoeld in artikel 4, 3° wordt ingediend; »

b) § 1, 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° voor inrichtingen die ingevolge een wijziging van het toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord, inzonderheid ingevolge een wijziging van de classificatie van gevaarlijke stoffen, een kennisgeving moeten indienen : uiterlijk drie maanden na de datum waarop dit samenwerkingsakkoord van toepassing wordt op de betrokken inrichting, zoals bepaald in artikel 3, § 1. »;

c) § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De voorgeschreven kennisgeving, bedoeld in § 1, behelst de volgende gegevens :

1° de naam of de handelsnaam van de exploitant en het volledige adres van de inrichting in kwestie;

2° de zetel van de exploitant en het volledige adres ervan;

3° de naam of de functie van de persoon die met de leiding van de inrichting belast is, als dat een andere is dan de onder punt 1° bedoelde persoon;

4° voldoende gegevens om de gevaarlijke stoffen in kwestie of de categorie van de gevaarlijke stoffen te identificeren;

5° de hoeveelheid en de fysische vorm van de gevaarlijke stof of stoffen in kwestie;

6° de activiteit die in de installatie of op de opslagplaats wordt uitgeoefend of is gepland;

7° de onmiddellijke omgeving van de inrichting, zijnde de omstandigheden die een zwaar ongeval kunnen veroorzaken of de gevolgen ervan ernstiger kunnen maken. »;

d) § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De kennisgeving wordt door de exploitant aan de coördinerende dienst overgemaakt in acht exemplaren. Zo nodig wordt op vraag van de coördinerende dienst dit aantal vergroot. Met instemming van de coördinerende dienst kan de kennisgeving in digitale vorm geschieden volgens nader door hem bepaalde richtlijnen. »;

e) § 5, 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° bij een wijziging van een inrichting of installatie die het risico van zware ongevallen ernstig zou kunnen beïnvloeden; »;

f) § 5 wordt aangevuld als volgt :

« 3° bij definitieve sluiting van de inrichting. ».

g) § 6 wordt vervangen als volgt :

« § 6. De coördinerende dienst bezorgt de in § 1 bedoelde kennisgevingen aan de beoordelingsdiensten, aan de bevoegde inspectiediensten, aan de bevoegde provinciegouverneur en aan de bevoegde burgemeester. »

Art. 5. - Artikel 9 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. Voor inrichtingen die ingevolge een wijziging van het toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord, inzonderheid ingevolge een wijziging van de classificatie van gevaarlijke stoffen, het in § 1 bedoelde document moeten opstellen, wordt dit document opgesteld binnen drie maanden na de datum waarop dit samenwerkingsakkoord van toepassing wordt op de betrokken inrichting, zoals bepaald in artikel 3, § 1. »

Art. 6. In artikel 10, § 2 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt aangevuld als volgt :

« e) de betrokkenheid van het in de inrichting werkzame personeel van onderraannemers; »;

b) 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° de planning van noedsituaties : het beheer van de procedures om door een systematische analyse de voorzienbare noedsituaties te onderkennen, om de noodplannen uit te werken, te testen en te herzien, en om het personeel, met inbegrip van het betrokken personeel van de onderraannemers, de nodige opleiding te verstrekken, om zo het hoofd te kunnen bieden aan dergelijke noedsituaties; ».

Art. 7. In artikel 12 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. In het veiligheidsrapport worden ten minste de in bijlage II vermelde gegevens en inlichtingen opgenomen. Het vermeldt de relevante organisaties die betrokken zijn bij de opstelling van het rapport. Het bevat tevens een bijgewerkte lijst van de gevaarlijke stoffen die aanwezig zijn of kunnen zijn in de inrichting. »;

b) In § 3, eerste lid wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° voor nieuwe inrichtingen : uiterlijk drie maanden voor de inbedrijfstelling van de inrichting of van de wijziging of uitbreiding van een inrichting bedoeld in artikel 4, 3°; »;

c) In § 3, eerste lid wordt 4° vervangen als volgt :

« 4° onverwijd na de periodieke toetsing, zoals voorgeschreven in § 4; »;

d) In § 3, eerste lid wordt 5° vervangen als volgt :

« 5° voor inrichtingen die ingevolge een wijziging van het toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord, inzonderheid ingevolge een wijziging van de classificatie van gevaarlijke stoffen, verplicht worden om een rapport op te stellen : binnen één jaar na de datum waarop dit samenwerkingsakkoord van toepassing wordt op de betrokken inrichting, zoals bepaald in artikel 3, § 1; »;

e) Een 6° wordt toegevoegd in het eerste lid van § 3, luidende :

« 6° voor inrichtingen bedoeld in artikel 3, § 1, derde lid die ingevolge een wijziging of uitbreiding voor het eerst verplicht worden om een rapport op te stellen : voor de inbedrijfstelling van de wijziging of uitbreiding. »;

f) § 3, tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Het veiligheidsrapport wordt ingediend in acht exemplaren. Zo nodig wordt op vraag van de coördinerende dienst dit aantal vergroot. Met instemming van de coördinerende dienst kan het worden ingediend in digitale vorm volgens nader door haar te bepalen richtlijnen. ».

Art. 8. Artikel 14, eerste lid van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt :

« Het veiligheidsrapport, met inbegrip van de in artikel 12 § 2, bedoelde lijst, ligt bij de coördinerende dienst ter inzage van het publiek. De exploitant kan de coördinerende dienst verzoeken bepaalde delen van het rapport en van de lijst wegens het vertrouwelijk karakter van industriële, commerciële of persoonlijke gegevens niet openbaar te maken. De coördinerende dienst kan beslissen dat bepaalde delen van het rapport en van de lijst wegens bovenvermelde redenen of wegens de veiligheid van de staat, het voorkomen van sabotage of de nationale defensie niet openbaar mogen gemaakt worden. »

Art. 9. In artikel 15 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 2, 1^o wordt vervangen als volgt :

« 1^o voor nieuwe inrichtingen : vóór de inbedrijfstelling van de inrichting of van de wijziging of uitbreiding van een inrichting bedoeld in artikel 4, 3^o; »;

b) § 2, 4^o wordt vervangen als volgt :

« 4^o voor inrichtingen die ingevolge een wijziging van het toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord, inzonderheid ingevolge een wijziging van de classificatie van gevaarlijke stoffen, verplicht worden om een intern noodplan op te stellen : binnen één jaar na de datum waarop dit samenwerkingsakkoord van toepassing wordt op de betrokken inrichting, zoals bepaald in artikel 3, § 1. »;

c) § 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De exploitant raadpleegt tevens het betrokken personeel van onderaannemers met langlopende contracten bij het opstellen van het intern noodplan. ».

Art. 10. In artikel 17 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1, eerste lid, worden de woorden « civiele bescherming » vervangen door de woorden « civiele veiligheid »;

b) In § 2, tweede lid, worden de woorden « civiele bescherming » vervangen door de woorden « civiele veiligheid »;

c) § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De minister bevoegd voor de civiele veiligheid draagt er zorg voor dat het publiek overeenkomstig zijn onderrichtingen wordt geraadplegd bij de opstelling of actualisering van de externe noodplannen. Deze raadpleging houdt in dat het publiek binnen een redelijke termijn zijn opmerkingen kan geven en dat deze opmerkingen worden onderzocht. »;

d) In § 4, eerste en tweede lid, worden de woorden « civiele bescherming » vervangen door de woorden « civiele veiligheid »;

e) een § 5 wordt toegevoegd, luidende :

« § 5. De minister bevoegd voor de civiele veiligheid waakt erover dat er bij de externe noodplannen rekening wordt gehouden met de noodzaak om verhoogde samenwerking tussen de Europese lidstaten in het kader van civiele bescherming bij ernstige noedsituaties te vergemakkelijken. ».

Art. 11. In artikel 19 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, eerste lid wordt vervangen als volgt :

« § 1. De minister, bevoegd voor de civiele veiligheid, of zijn gemachtigde, draagt er zorg voor dat de informatie over de bij een zwaar ongeval te treffen veiligheidsmaatregelen en de in dat geval te volgen gedragslijn regelmatig in de meest aangewezen vorm ambtshalve wordt verstrekt aan alle personen en alle voor publiek opengestelde inrichtingen die kunnen worden getroffen door een ongeval dat ontstaat in een inrichting als bedoeld in artikel 12. »;

b) In § 3 worden de woorden « civiele bescherming » vervangen door de woorden « civiele veiligheid ». ».

Art. 12. In artikel 20 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt § 2 vervangen als volgt :

« § 2. Als het zware ongeval of de onbeheersbare gebeurtenis een gecoördineerde actie van de hulp- en interventiediensten vergt, wordt het extern noodplan in werking gesteld en uitgevoerd overeenkomstig de wetgeving op de civiele bescherming en de ter zake geldende onderrichtingen van de minister bevoegd voor de civiele veiligheid. ».

Art. 13. In artikel 11, § 2, 2^o, artikel 16, artikel 18, eerste lid, artikel 21, derde lid en artikel 22, § 2, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, worden de woorden « civiele bescherming » telkens vervangen door de woorden « civiele veiligheid ». ».

Art. 14. In artikel 23 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt § 2, eerste lid vervangen als volgt :

« § 2. Zodra de in artikel 22 bedoelde gegevens zijn verzameld, stelt het bevoegde inspectieteam de Commissie van de Europese Gemeenschap in kennis van de resultaten van de analyse en van de aanbevelingen middels het ter zake voorgeschreven formulier. ».

Art. 15. Artikel 24, § 1, tweede lid van hetzelfde samenwerkingsakkoord, wordt vervangen als volgt :

« De Gewesten dragen er zorg voor dat er in hun beleid inzake de bestemming of het gebruik van de grond of in andere toepasselijke beleidstakken alsook in de procedures ter uitvoering van dit beleid rekening wordt gehouden met de noodzaak om op een langetermijnbasis voldoende afstand te laten bestaan tussen de onder dit akkoord vallende inrichtingen enerzijds en woongebieden, door het publiek bezochte gebouwen en gebieden, hoofdtransportwegen voor zover mogelijk, recreatiegebieden en waardevolle of bijzonder kwetsbare natuurgebieden anderzijds, en, voor bestaande inrichtingen, aanvullende technische maatregelen te treffen overeenkomstig artikel 7, om de gevaren voor personen niet te vergroten. ».

Art. 16. In artikel 25 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, eerste lid wordt vervangen als volgt :

« § 1. De coördinerende dienst bezorgt, onmiddellijk na ontvangst van de veiligheidsrapporten, een exemplaar van elk veiligheidsrapport aan :

1° de beoordelingsdiensten;

2° de bevoegde inspectiediensten;

3° de bevoegde provinciegouverneur;

4° de bevoegde burgemeester;

b) In § 4 wordt tussen het tweede lid en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« Voor veiligheidsrapporten ingediend in toepassing van artikel 12, § 3, 4°, 5° en 6° geeft de coördinerende dienst binnen een termijn van negen maanden de exploitant kennis van de conclusies. »;

c) § 4 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De coördinerende dienst bezorgt de conclusies en de gevraagde wijzigingen en aanvullingen ter informatie aan de bevoegde inspectiediensten. »;

d) § 6, tweede lid wordt vervangen als volgt :

« In geval van een nieuwe inrichting begint een nieuwe termijn van 60 werkdagen te lopen vanaf het ogenblik dat de exploitant het gewijzigde of aangevulde veiligheidsrapport heeft ingediend bij de coördinerende dienst. »;

e) § 6 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de andere gevallen wordt het aangepaste veiligheidsrapport onderzocht binnen de door de coördinerende dienst bepaalde termijn van minstens 60 werkdagen. »;

f) in § 7 worden in de Nederlandse tekst de woorden « dezelfde termijn » vervangen door de woorden « dezelfde termijnen ».

Art. 17. In artikel 26bis van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de woorden « Algemene Directie van de Civiele Bescherming van het federale ministerie van Binnenlandse Zaken » vervangen door de woorden « Algemene Directie van de Civiele Veiligheid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken ».

Art. 18. In artikel 27, § 2 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de woorden « het Federaal Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg ».

Art. 19. In artikel 28 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de Franse tekst van § 2, 2°, eerste lid wordt vervangen als volgt :

« 2° après chaque inspection, un rapport d'inspection est établi par le service d'inspection concernée; une copie de ce rapport est transmis aux autres services d'inspection faisant partie de l'équipe d'inspection. »;

b) in de laatste paragraaf worden de woorden « § 2 » vervangen door de woorden « § 3 ».

Art. 20. In artikel 31 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « geldboete van 1000 frank tot 1 000 000 frank » vervangen door « geldboete van 1.000 euro tot 1.000.000 euro »;

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboetes toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten is van toepassing op voormelde inbreuken. Een administratieve geldboete van 50 euro tot 1.250 euro kan worden opgelegd door de krachtens die wet aangewezen bevoegde ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en overeenkomstig de in die wet voorziene procedure. ».

Art. 21. In artikel 31, 5° van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de woorden « 19, § 1 » vervangen door de woorden « 20, § 1 ».

Art. 22. In artikel 35 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 wordt voor het eerste streepje het volgende streepje toegevoegd :

« - het waken over een uniforme toepassing over het gehele Belgische grondgebied van dit samenwerkingsakkoord; »;

b) § 1 wordt aangevuld met :

« - het coördineren van het verschaffen van de naam, het adres en de activiteit van de inrichtingen bedoeld in artikel 3, § 1, tweede en derde lid aan de Commissie van de Europese Gemeenschap. »;

c) in § 5 worden de woorden « het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg ».

Art. 23. Bijlage I bij hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door de bijlage bij dit samenwerkingsakkoord.

Art. 24. In bijlage II bij hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) IV, B wordt vervangen door de volgende bepaling :

« B. Beoordeling van de omvang en de ernst van de gevolgen van de geïdentificeerde zware ongevallen met inbegrip van kaarten, beelden of, indien nuttig, gelijkwaardige beschrijvingen waarop de gebieden zijn aangegeven die bij door de inrichting veroorzaakte ongevallen waarschijnlijk zullen worden getroffen, onder voorbehoud van artikel 14; »;

b) IV, C, wordt, in de Nederlandse tekst, vervangen door de volgende bepaling :

« C. Beschrijving van de technische parameters en van de uitrusting die van belang zijn voor de veiligheid van de installaties. »;

c) V, A wordt, in de Franse tekst, vervangen door de volgende bepaling :

« A. Description des équipements installés pour limiter les conséquences des accidents majeurs; ».

Art. 25. In bijlage VI van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden, in de Franse tekst, de woorden « aux dispositions de l'article 12, § 6, » vervangen door de woorden « aux dispositions de l'article 12, § 5 ».

Art. 26. Het opschrift van bijlage VII van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt, in de Nederlandse tekst, vervangen door het volgende opschrift :

« NADERE OMSCHRIJVING VAN DE COORDINATIEBEVOEGDHEID VERVAT IN ARTIKEL 27, § 2 ».

Art. 27. In bijlage VII, d) van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt, in de Franse tekst, het woord « évolution » vervangen door het woord « évaluation ».

Gedaan te Brussel, op 1 juni 2006 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat :

De Ministers van Binnenlandse Zaken, Economie, Leefmilieu
en Werk,

P. DEWAEL; M. VERWILGHEN; B. TOBACK; P. VANVELTHOVEN

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
Y. LETERME

De Vlaamse Ministers van Financiën en Begroting
en Ruimtelijke Ordening en Openbare Werken, Energie,
Leefmilieu en Natuur,

D. VAN MECHELEN; K. PEETERS

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
E. DI RUPO

De Waalse Ministers van Huisvesting, Vervoer
en Ruimtelijke Ontwikkeling en Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
A. ANTOINE; B. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen,
Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Openbare Netheid
en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid en de Staatssecretaris van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Huisvesting en Stedenbouw

E. HUYTEBROECK; F. DUPUIS

BIJLAGE

TOEPASSINGSGEBIED VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

INLEIDING

1. Deze bijlage betreft de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen in een inrichting, als omschreven in artikel 3 van dit samenwerkingsakkoord en legt de toepassing van de artikelen vast.

2. Mengsels en preparaten worden behandeld als zuivere stoffen, mits zij binnen de concentratiegrenzen blijven welke aan de hand van hun eigenschappen worden vastgelegd in de desbetreffende Europese richtlijn vermeld in deel 2, voetnoot 1 en de meest recente aanpassing daarvan aan de technische vooruitgang, tenzij specifiek een samenstellingspercentage of een andere beschrijving wordt gegeven.

3. De onderstaande drempelwaarden gelden per inrichting.

4. De voor de toepassing van de artikelen in aanmerking te nemen hoeveelheden zijn de maximumhoeveelheden die op enig moment aanwezig zijn of kunnen zijn. Gevaarlijke stoffen die slechts in hoeveelheden van 2 % of minder van de vermelde drempelwaarde in een inrichting aanwezig zijn, worden bij de berekening van de totale aanwezige hoeveelheid buiten beschouwing gelaten, als zij zich op een zodanige plaats in de inrichting bevinden dat deze niet de oorzaak van een zwaar ongeval elders op het bedrijfsterrein kunnen zijn of de gevolgen van een ongeval kunnen vergroten.

5. De in deel 2, voetnoot 4 vermelde regels voor het optellen van gevaarlijke stoffen of categorieën gevaarlijke stoffen zijn in voorkomend geval van toepassing.

6. In dit samenwerkingsakkoord wordt onder een gas een stof verstaan die bij een temperatuur van 20 °C een absolute dampspanning van ten minste 101,3 kPa heeft.

7. In dit samenwerkingsakkoord wordt onder een vloeistof een stof verstaan die niet als gas gedefinieerd is en die bij een temperatuur van 20 °C en een standaarddruk van 101,3 kPa niet in vaste toestand is.

DEEL 1

Bij naam genoemde stoffen

Wanneer een in deel 1 genoemde stof of groep stoffen ook in een categorie van deel 2 valt, moeten de in deel 1 vermelde drempelwaarden worden gehanteerd.

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Gevaarlijke stoffen	Drempelwaarde (in ton)	
Ammoniumnitraat (zie voetnoot 1)	5 000	10 000
Ammoniumnitraat (zie voetnoot 2)	1 250	5 000
Ammoniumnitraat (zie voetnoot 3)	350	2 500
Ammoniumnitraat (zie voetnoot 4)	10	50
Kaliumnitraat (zie voetnoot 5)	5 000	10 000
Kaliumnitraat (zie voetnoot 6)	1 250	5 000
Diarseenpentoxide, arseen(V)zuur en/of zouten daarvan	1	2
Diarseentrioxide, arseen(III)zuur en/of zouten daarvan		0,1
Broom	20	100
Chloor	10	25
Inhaleerbare poedervormige nikkelverbindingen (nikkelmonoxide, nikkeldioxide, nikkel-sulfide, trinikkeldisulfide, dinikkeltioxide)		1
Ethyleenimine	10	20
Fluor	10	20
Formaldehyde (concentratie ≥ 90 %)	5	50
Waterstof	5	50
Chloorwaterstof (vloeibaar gas)	25	250
Loodalkylen	5	50
Zeer licht ontvlambare vloeibare gassen (inclusief LPG) en aardgas	50	200
Acetyleen	5	50
Ethyleneoxide	5	50
Propyleenoxide	5	50
Methanol	500	5 000
Poedervormige 4,4-methyleenbis (2-chlooraniline) en/of zouten daarvan		0,01
Methylisocyanaat		0,15
Zuurstof	200	2 000
Tolueendiisocyanaat	10	100
Carbonylchloride (fosgeen)	0,3	0,75
Arseentrihydride (arsine)	0,2	1
Fosfortrihydride (fosfine)	0,2	1
Zwavel dichloride	1	1
Zwaveltrioxide	15	75
Polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen (inclusief TCDD) uitgedrukt in TCDD-equivalent		0,001
De volgende CARCINOGENEN in concentraties van meer dan 5 gewichtspercenten : 4-aminobifenylen/of zouten daarvan, benzotrichloride, benzidine en/of zouten daarvan, di(chloormethyl)ether, chloormethylether, 1,2-dibroommethaan, diethylsulfaat, dimethylsulfaat, dimethylcarbamoylchloride, 1,2-dibroom-3-chloorpropan, 1,2-dimethylhydrazine, dimethylnitrosamine, hexamethylfosforzuurtriamide, hydrazine, 2-naftylamine en/of zouten daarvan, 4-nitrofenol en 1,3-propaansulton	0,5	2
Aardolieproducten : a) benzine en nafta's b) petroleum (met inbegrip van kerosines en luchtvaartbrandstoffen) c) gasoliën (met inbegrip van diesel, huisbrandolie en gasolie mengstromen)	2 500	25 000

Nota's

1. Ammoniumnitraat (5 000/10 000) : meststoffen die in staat zijn tot zelfonderhoudende ontleding

Dit is van toepassing op gemengde/samengestelde ammoniumnitraatmeststoffen (een gemengde/samengestelde meststof bevat ammoniumnitraat met fosfaat en/of kaliumcarbonaat) waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat

- gelegen is tussen 15,75(1) en 24,5(2) gewichtsprocent en die of niet meer dan 0,4 % in totaal aan brandbare/organische stoffen bevatten of voldoen aan de voorschriften van bijlage III van Verordening 2003/2003/EG,

- 15,75(3) gewichtsprocent of minder is en een onbeperkte hoeveelheid brandbare stoffen,

en die in staat zijn tot zelfonderhoudende ontleding overeenkomstig de VN-goottest (zie Aanbevelingen van de Verenigde Naties inzake het vervoer van gevaarlijke goederen : Handboek beproevingen en criteria, deel III, onderafdeling 38.2).

2. Ammoniumnitraat (1 250/5 000) : meststofkwaliteit

Dit is van toepassing op enkelvoudige ammoniumnitraatmeststoffen en op gemengde/samengestelde ammoniumnitraatmeststoffen waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat

- hoger is dan 24,5 gewichtsprocent, met uitzondering van mengsels van ammoniumnitraat met dolomiet, kalksteen en/of calciumcarbonaat met een zuiverheidsgraad van ten minste 90 % ,

- hoger is dan 15,75 gewichtsprocent voor mengsels van ammoniumnitraat en ammoniumsulfaat,

- hoger is dan 28(4) gewichtsprocent voor mengsels van ammoniumnitraat met dolomiet, kalksteen en/of calciumcarbonaat met een zuiverheidsgraad van ten minste 90 % ,

en die voldoen aan de voorschriften van bijlage III van Verordening 2003/2003/EG.

3. Ammoniumnitraat (350/2 500) : technisch zuivere stof

Dit is van toepassing op :

- ammoniumnitraat en ammoniumnitraatpreparaten waarin het stikstofgehalte, afkomstig van het ammoniumnitraat,

- gelegen is tussen 24,5 en 28 gewichtsprocent en die maximaal 0,4 % aan brandbare stoffen bevatten,

- hoger is dan 28 gewichtsprocent en die maximaal 0,2 % aan brandbare stoffen bevatten,

- waterige ammoniumnitraatoplossingen met een concentratie ammoniumnitraat van meer dan 80 gewichtsprocent.

4. Ammoniumnitraat (10/50) : « off-specs »-materiaal en meststoffen die niet voldoen aan de eisen van de detonatietest

Dit is van toepassing op :

- materiaal dat tijdens het fabricageproces wordt afgeweerd en op ammoniumnitraat en ammoniumnitraatpreparaten, enkelvoudige ammoniumnitraatmeststoffen en gemengde/samengestelde ammoniumnitraatmeststoffen als bedoeld in de voetnoten 2 en 3, die van de eindgebruiker worden of zijn teruggestuurd aan een fabrikant, een installatie voor tijdelijke opslag of een herverwerkingsinstallatie voor herverwerking, recycling of behandeling met het oog op een veilig gebruik, omdat de stoffen niet langer voldoen aan de specificaties van de voetnoten 2 en 3,

- meststoffen als bedoeld in de voetnoot 1, eerste streepje, en voetnoot 2 die niet voldoen aan de voorschriften van bijlage III van Verordening 2003/2003/EG.

5. Kaliumnitraat (5 000/10 000)

Dit is van toepassing op samengestelde meststoffen op basis van kaliumnitraat bestaande uit kaliumnitraat in de vorm van prills of granules, voorzover deze meststoffen gevaarlijke eigenschappen bezitten overeenkomstig de criteria van deel 2.

6. Kaliumnitraat (1 250/5 000)

Dit is van toepassing op samengestelde meststoffen op basis van kaliumnitraat bestaande uit kaliumnitraat in kristalvorm, voorzover deze meststoffen gevaarlijke eigenschappen bezitten overeenkomstig de criteria van deel 2.

7. Polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen

De hoeveelheden polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen worden berekend aan de hand van de volgende wegingsfactoren :

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)			
2,3,7,8-TCDD	1	2,3,7,8-TCDF	0,1
1,2,3,7,8-PeDD	0,5	2,3,4,7,8-PeCDF	0,5
		1,2,3,7,8-PeCDF	0,05
1,2,3,4,7,8-HxCDD		1,2,3,4,7,8-HxCDF	
1,2,3,6,7,8-HxCDD	0,1	1,2,3,7,8,9-HxCDF	
1,2,3,7,8,9-HxCDD		1,2,3,6,7,8-HxCDF	
		2,3,4,6,7,8-HxCDF	0,1
1,2,3,4,6,7,8-HpCDD	0,01	1,2,3,4,6,7,8-HpCDF	
		1,2,3,4,7,8,9-HpCDF	0,01
OCDD	0,001	OCDF	0,001

(T = tetra, P = penta, Hx = hexa, Hp = hepta, O = octa)

(1) Een stikstofgehalte van 15,75 gewichtsprocent afkomstig van het ammoniumnitraat stemt overeen met 45 % ammoniumnitraat.

(2) Een stikstofgehalte van 24,75 gewichtsprocent afkomstig van het ammoniumnitraat stemt overeen met 70 % ammoniumnitraat.

(3) Een stikstofgehalte van 15,75 gewichtsprocent afkomstig van het ammoniumnitraat stemt overeen met 45 % ammoniumnitraat.

(4) Een stikstofgehalte van 28 gewichtsprocent afkomstig van het ammoniumnitraat stemt overeen met 80 % ammoniumnitraat.

DEEL 2

Categorieën stoffen en preparaten die niet uitdrukkelijk in deel 1 worden genoemd

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Categorieën van stoffen ingedeeld als	Drempelwaarde (in ton)	
1. ZEER GIFTIG	5	20
2. GIFTIG	50	200
3. OXIDEREND	50	200
4. ONTPLOFBAAR (zie voetnoot 2) wanneer de stof, het preparaat of het voorwerp onder VN/ADR-subklasse 1.4 valt	50	200
5. ONTPLOFBAAR (zie voetnoot 2) wanneer de stof, het preparaat of het voorwerp onder één of meer van de VN/ADR-subklassen 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 en 1.6, dan wel onder waarschuwingszin R 2 of R 3 valt	10	50
6. ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 3 a vermelde definitie)	5 000	50 000
7a. LICHT ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 3 b 1 vermelde definitie)	50	200
7b. LICHT ONTVLAMBARE VLOEISTOFFEN (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 3 b, 2 vermelde definitie)	5 000	50 000
8. ZEER LICHT ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 3 c vermelde definitie)	10	50
9. GEVAARLIJK VOOR HET MILIEU, waarschuwingszinnen :		
i) R50 : « Zeer giftig voor in het water levende organismen » (inclusief R 50/53)	100	200
ii) R51/53 : « Giftig voor in het water levende organismen; kan in het aquatisch milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken »	200	500

10. IEDERE INDELING die niet valt onder de bovenstaande in combinatie met de volgende waarschuwingszinnen :		
i) R14 : « Reageert heftig in contact met water » (inclusief R14/15)	100	500
ii) R29 : « Vormt giftig gas in contact met water »	50	200

Nota's

1. Stoffen en preparaten worden ingedeeld volgens de besluiten ter omzetting van de volgende richtlijnen en de meest recente aanpassing daarvan aan de technische vooruitgang :

- Richtlijn 67/548/EWG van de Raad van 27 juni 1967 betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen;

- Richtlijn 1999/45/EG van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 1999 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten.

Voor stoffen en preparaten die niet volgens één van de bovenstaande richtlijnen als gevaarlijk zijn ingedeeld, bijvoorbeeld afvalstoffen, maar in een inrichting aanwezig zijn of kunnen zijn en onder de in de inrichting heersende omstandigheden gelijkwaardige eigenschappen hebben of kunnen hebben wat de mogelijkheden van een zwaar ongeval betreft, worden de procedures voor de voorlopige indeling overeenkomstig het desbetreffende artikel van de ter zake geldende richtlijn gevuld.

Voor stoffen en preparaten die zodanige eigenschappen hebben dat ze op verscheidene wijzen kunnen worden ingedeeld, is in het kader van dit samenwerkingsakkoord de laagste drempelwaarde van toepassing. Wat evenwel de toepassing van de in voetnoot 4 bedoelde sommatieregel betreft, wordt altijd de drempelwaarde gebruikt welke met de indeling in kwestie overeenkomt. ».

2. Onder ONTPLOFBARE stof wordt verstaan :

a) een stof of prepaaat die (dat) ontploffingsgevaar oplevert door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken (waarschuwingszin R2);

b) een stof of prepaaat die (dat) ernstig ontploffingsgevaar oplevert door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken (waarschuwingszin R3); of

c) een stof, prepaaat of voorwerp van klasse 1 van de Europese Overeenkomst betreffende het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (VN/ADR), gesloten op 30 september 1957, zoals gewijzigd, als omgezet bij Richtlijn 94/55/EG van de Raad van 21 november 1994 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg.

Deze definitie strekt zich uit tot pyrotechnische stoffen, die voor de toepassing van dit akkoord omschreven worden als stoffen (of mengsels van stoffen) die tot doel hebben warmte, licht, geluid, gas of rook dan wel een combinatie van dergelijke verschijnselen te produceren door middel van zichzelf onderhoudende exotherme chemische reacties. Wanneer een stof of prepaaat zowel onder de VN/ADR-indeling als onder waarschuwingszin R2 of R3 valt, prevaleert de VN/ADR-indeling boven die van de waarschuwingszinnen.

Stoffen en voorwerpen van klasse 1 worden volgens het VN/ADR-indelingsschema ingedeeld in de subklassen 1.1 tot en met 1.6. De subklassen zijn :

- subklasse 1.1 : « Stoffen en voorwerpen met gevaar voor massa-explosie (een massa-explosie is een explosie die praktisch op hetzelfde ogenblik plaatsvindt in nagenoeg de gehele lading) »;

- subklasse 1.2 : « Stoffen en voorwerpen met gevaar voor scherfwerking, zonder gevaar voor massa-explosie »;

- subklasse 1.3 : « Stoffen en voorwerpen met gevaar voor brand en met een gering gevaar voor luchtdruk- of scherfwerking of met gevaar voor beide, maar niet met gevaar voor massa-explosie :

i) waarvan de verbranding aanleiding geeft tot een aanzienlijke warmtestraling, of

ii) die één voor één uitbranden, waarbij een geringe luchtdruk- of scherfwerking, of beide optreden »;

- subklasse 1.4 : « Stoffen en voorwerpen die slechts gering gevaar opleveren indien zij tijdens het vervoer tot ontsteking of inleiding komen. De gevolgen blijven in hoofdzaak beperkt tot het collo en leiden niet tot scherfwerking van enige omvang of reikwijdte. Een van buitenaf inwerkende brand mag niet leiden tot een explosie op praktisch hetzelfde ogenblik van nagenoeg de gehele inhoud van het collo »;

- subklasse 1.5 : « Zeer weinig gevoelige stoffen met gevaar voor massa-explosie, die zo weinig gevoelig zijn dat er onder normale vervoersomstandigheden een zeer geringe kans bestaat op inleiding of op de overgang van verbranding naar detonatie. Als minimumvoorwaarde geldt dat ze niet mogen exploderen bij de uitwendige brandproef »;

- subklasse 1.6 : « Extrem weinig gevoelige voorwerpen, zonder gevaar voor massa-explosie. Deze voorwerpen bevatten alleen extrem weinig gevoelige springstoffen en vertonen een verwaarloosbare kans op een onbedoelde inleiding of voortplanting. Het gevaar is beperkt tot de explosie van één enkel voorwerp ».

Deze definitie behelst ook in voorwerpen aanwezige ontplofbare of pyrotechnische stoffen of preparaten. In het geval van voorwerpen met ontplofbare of pyrotechnische stoffen of preparaten is de hoeveelheid van de stof of het prepaaat, indien bekend, bepalend voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord. Indien de hoeveelheid niet bekend is, wordt het gehele voorwerp voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord als ontplofbaar aangemerkt.

3. Onder ONTVLAMBAAR, LICHT ONTVLAMBAAR en ZEER LICHT ONTVLAMBAAR (categorieën 6, 7 en 8) wordt verstaan :

a) ONTVLAMBARE vloeistoffen :

stoffen en preparaten met een vlampunt van minimaal 21 °C en maximaal 55 °C (waarschuwingszin R10), die blijven branden;

b) LICHT ONTVLAMBARE vloeistoffen :

1) — stoffen en preparaten die warm kunnen worden en tenslotte in contact met de lucht bij de omgevingstemperatuur zonder toevoer van energie vlam kunnen vatten (waarschuwingsszin R17);

- stoffen en preparaten die een vlampunt hebben dat lager ligt dan 55 °C en die onder druk vloeibaar blijven, wanneer onder bepaalde procescondities, zoals hoge druk of hoge temperatuur, een risico van een zwaar ongeval kan ontstaan;

2) stoffen en preparaten met een vlampunt dat lager ligt dan 21 °C en die niet zeer licht ontvlambaar zijn (waarschuwingsszin R11, tweede streepje);

c) ZEER LICHT ONTVLAMBARE gassen en vloeistoffen :

1) vloeibare stoffen en preparaten die een vlampunt hebben dat lager ligt dan 0°C en een kookpunt (of in geval van een kooktraject een eerste kookpunt) dat bij normale druk maximaal 35 °C is (waarschuwingsszin R12, eerste streepje), en

2) gassen die in contact met de lucht bij kamertemperatuur en normale druk ontvlambaar zijn (waarschuwingsszin R12, tweede streepje), ongeacht of zij in gasvormige toestand dan wel in superkritische toestand verkeren, en

3) ontvlambare en licht ontvlambare vloeibare stoffen en preparaten die op een temperatuur worden gehouden die hoger ligt dan hun kookpunt.

4) In het geval van een inrichting waar geen afzonderlijke stoffen of preparaten aanwezig zijn in een hoeveelheid, groter dan of gelijk aan de toepasselijke drempelwaarden, wordt de volgende regel gehanteerd om te bepalen of de inrichting onder de desbetreffende voorschriften van dit samenwerkingsakkoord valt:

- de inrichting wordt bedoeld in artikel 3, § 1, derde lid, wanneer de som van de delen

$$q_1/Q'_1 + q_2/Q'_2 + q_3/Q'_3 + \dots \geq 1$$

- de inrichting wordt bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, wanneer de som van de delen

$$q_1/Q''_1 + q_2/Q''_2 + q_3/Q''_3 + \dots \geq 1$$

met q_x de hoeveelheid van een gevvaarlijke stof of preparaat x die onder deel 1 of 2 van deze bijlage valt, Q'_x de drempelwaarde vermeld in kolom 2 en Q''_x de drempelwaarde vermeld in kolom 3 van de delen 1 en 2 van deze bijlage, voor de betrokken stof x .

Deze sommatieregel wordt gebruikt ter beoordeling van de algemeen met toxiciteit, ontvlambaarheid en ecotoxiciteit samenhangende gevaren. De regel moet daarom driemaal worden toegepast:

a) eenmaal voor de optelling van in deel 1 genoemde stoffen en preparaten welke als giftig of zeer giftig zijn ingedeeld, samen met stoffen en preparaten die tot categorie 1 of 2 behoren;

b) eenmaal voor de optelling van in deel 1 genoemde stoffen en preparaten die als oxiderend, ontplofbaar, ontvlambaar, licht ontvlambaar of zeer licht ontvlambaar zijn ingedeeld, samen met stoffen en preparaten die tot categorieën 3, 4, 5, 6, 7a, 7b of 8 behoren;

c) eenmaal voor de optelling van de in deel 1 genoemde en als gevvaarlijk voor het milieu ingedeelde stoffen en preparaten (R 50 (met inbegrip van R 50/53) of R 51/53), samen met stoffen en preparaten die tot categorie 9) i) of 9) ii) behoren.

De desbetreffende bepalingen van dit samenwerkingsakkoord zijn van toepassing indien het sommeringsresultaat in ten minste één van de drie gevallen groter is dan of gelijk is aan 1.

Wanneer niet met name genoemde stoffen of preparaten gevvaareigenschappen vertonen van meerdere samen te tellen categorieën, is de toe te passen deler de kleinste op de stof toepasselijke drempelwaarde.

Wanneer de stoffen of preparaten tegelijkertijd gevvaareigenschappen vertonen van meerdere niet samen te tellen categorieën, dan worden zij per categorie afzonderlijk opgeteld.

Wanneer een met name genoemde stof samengezet wordt met een niet met name genoemde stof, is de deler met betrekking tot de met name genoemde stof de drempelwaarde vermeld in deel 1.

Gedaan te Brussel, op 1 juni 2006 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat :

De Ministers van Binnenlandse Zaken, Economie, Leefmilieu en Werk,
P. DEWAEL; M. VERWILGHEN; B. TOBACK; P. VANVELTHOVEN

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
Y. LETERME

De Vlaamse Ministers van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening en Openbare Werken,
Energie, Leefmilieu en Natuur,

D. VAN MECHELEN; K. PEETERS

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
E. DI RUPO

De Waalse Ministers van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling en Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
A. ANTOINE; B. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen,
Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Openbare Netheid
en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid
en de Staatssecretaris van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Huisvesting en Stedenbouw,

E. HUYTEBROECK; F. DUPUIS